

L'ordre du jour de notre réunion est sans doute intéressant, mais comporte une bonne dose d'irréalisme.

A quoi sert-il de puiser dans une enveloppe de 4 millions d'euros proposée pour lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale quand on sait que l'essentiel des sommes dont nous disposerons ne serviront qu'à alimenter des organismes chargés d'établir des diagnostics sociaux, qui dans le meilleur des cas déboucheront sur la mise à l'abri de quelques dizaines de familles sur des centaines que comportent certains terrains.

Notons au passage que nous ignorons toujours le détail des sommes engagées pour effectuer ces diagnostics sociaux.

A quoi sert-il de faire le point de la mission confiée à Adoma quand les diverses rencontres que nous avons eues avec certains de ses représentants confirment le sentiment d'impuissance de cet organisme dont on ne sait même pas par qui il sera financé ?

A quoi sert-il de faire l'éloge de quelques actions pour l'emploi, certes exemplaires (ce qui veut tout dire) alors que par ailleurs nous constatons d'expérience qu'aucun dispositif social de suivi n'est mis en place et que le travail d'accompagnement d'insertion par le travail est laissé à la bonne volonté des bénévoles ?

A quoi sert-il d'engager la mobilisation des fonds européens quand on sait que cette mobilisation est tributaire des élus des collectivités locales ou régionales, peu enclins en général à favoriser l'implantation des roms (ou autres précaires) sur leurs territoires.

A quoi sert-il enfin d'établir un superbe programme de médiation scolaire lorsqu'on sait qu'il ne sera jamais appliqué du fait des expulsions qui bouleversent la vie des familles ?

Par exemple dans le Val-de-Marne, à Ivry*, un collectif de soutien très large et soutenu par une grande partie de la population, œuvre depuis plus de trois ans pour qu'une solution digne et pérenne soit offerte aux occupants précaires d'un terrain situé rue Truillot où près de 80 enfants sont scolarisés.

Un pré-diagnostic a été établi par Gip-Habitat, puis un diagnostic a été effectué par ALJ 93 et a duré plusieurs mois. Certains peuvent en contester les méthodes, mais à ce point des travaux et en accord avec la municipalité et le Conseil Général du Val-de-Marne, nous comptons sur la prise en charge de 29 familles sur 130 qui habitent le bidonville. Bien sûr le collectif continue d'exiger l'insertion des 130 familles mais nous considérons que ces 29 familles relogées constituaient un premier pas positif. Or nous venons d'apprendre que l'expulsion de ce terrain aurait lieu aux environs du 10 juillet et que seulement 7 familles pourraient être relogées.

D'autres terrains du Département seront également expulsés ce qui portera le nombre des évacuations à 800 personnes dans le 94 (après celles massives du 93, puis du 91), ces familles on le sait puisqu'on en suit certaines depuis plus de 10 ans (comme à Vitry*, 80 personnes) erreront à nouveau dans le département où elles ont des attaches. Comment peut-on concevoir un tel gâchis.

Dans ces conditions à quoi bon participer à des colloques, à des réunions à répétition, à des rencontres aussi intéressantes soient-elles, tant que le travail de la Dihal n'aura pas prévalu sur les décisions préfectorales, tant que les décisions d'expulsions ne seront pas subordonnées à l'établissement d'un diagnostic social abouti, c'est-à-dire prenant en compte le relogement en vue de l'accès au droit commun, de toutes les familles, en l'absence de quoi toutes nos actions ne seront que des coups d'épée dans l'eau !

Pour l'heure, Monsieur le Délégué, "le Collectif Romeurope 94" appelle les comités du Val de Marne à un rassemblement le 3 juillet prochain des familles et de leurs soutiens devant la Préfecture.

Nous souhaitons, Monsieur le Délégué que vous appuyiez notre démarche auprès du Préfet du Val-de-Marne auquel nous avons demandé un rendez-vous lors de ce rassemblement.

Yves LORIETTE, représentant du Mrap

* je vous ai remis les dossiers de ces terrains il y a déjà quelques mois